

## **Poste et Education : le 24, une étape importante**

vendredi 20 novembre 2009, par [CABRAL Jean-François](#), [TREPÈRE Galia](#) (Date de rédaction antérieure : 19 novembre 2009).

**L'enjeu du 24 novembre où sont prévues deux grèves parallèles, à la Poste et dans l'Education, sera d'encourager, au-delà du refus de la casse des services publics, un mécontentement largement partagé et de faire entendre le besoin d'un mouvement d'ensemble.**

A la Poste, les salariés sont appelés par cinq fédérations CGT, SUD, CFDT, FO, CFTC à faire grève le 24 novembre et à manifester le 28 novembre, avec les usagers mobilisés dans les collectifs contre la privatisation. Dans l'Education, la FSU a programmé ce même 24 novembre une grève nationale avec manifestations au moment où aura été voté le budget 2010 qui prévoit la suppression de 16000 postes dans le secteur.

Ce sera la première fois, depuis la rentrée, que pourra s'exprimer à une échelle un tant soit peu large, le mécontentement du monde du travail. Car au-delà de la privatisation en cours de La Poste ou de celle à venir de l'Education nationale, c'est bien l'ensemble de la politique du patronat et du gouvernement qui est à combattre.

Une politique dont le seul objectif est de permettre à une minorité de gros actionnaires qui ont fait main basse sur l'économie d'augmenter leurs bénéfices, d'attribuer des centaines de millions d'euros aux PDG et aux traders, de rançonner les finances publiques avec l'aide du gouvernement.

Pour le patronat et les plus riches, les mille et une manières d'abaisser leurs impôts, d'exonérer les cotisations sociales, de toucher les subventions publiques.

Pour ceux qui ne peuvent vivre que de leur travail, les licenciements, la précarité, les contrôles humiliants de leurs revenus pour prétendre aux maigres ressources du RSA, la hausse des impôts locaux et du forfait hospitalier, la baisse ou la suppression des remboursements des médicaments, les menaces contre les retraites et les attaques à venir au nom de la lutte contre les déficits.

Salariés en lutte contre les licenciements et les fermetures d'usines, travailleurs sans papier en grève pour leur régularisation, grève des postiers, participation massive au referendum contre la privatisation de la poste, tout montre que ce n'est pas l'envie de se mobiliser qui manque quand l'occasion en est donnée mais bien une perspective de lutte sérieuse et de mouvement d'ensemble.

Au début de l'année, le 29 janvier et le 19 mars, des millions de travailleurs avaient fait grève et manifesté, avec l'espoir que s'ouvre une telle perspective. Mais les directions des grandes confédérations syndicales, parce qu'elles se sont depuis longtemps laissé piéger par la politique de « dialogue social » du gouvernement, ont étouffé toute possibilité de donner une suite à ces journées. Prisonnières de leurs engagements, de la concertation autour de la « politique industrielle » de Sarkozy comme de toutes les réformes libérales en cours dont celle de l'Education, elles n'ont rien organisé depuis la rentrée qui puisse permettre l'expression du rejet de la politique

du gouvernement.

Il est pourtant massif si on en juge tant par la cote de popularité de Sarkozy que par les dissensions qui, dans sa propre majorité, expriment la crainte des parlementaires de subir le discrédit du gouvernement.

Alors, à la poste et dans les établissements scolaires et universitaires, qu'on soit enseignant, lycéen ou étudiant, saisissons-nous de cette journée d'action pour exprimer avec le plus de force possible la colère du monde du travail contre ce gouvernement dont toute l'action vise à satisfaire l'avidité d'une minorité richissime au prix non seulement de la destruction des services publics mais de la régression de toute la société.

### **Galia Trépère**

*\* Paru dans Hebdo TEAN n° 31 (19/11/09).*

---

## **PRIVATISATION DE LA POSTE : VERS UNE ÉPREUVE DE FORCE DÉCISIVE ?**

Après un passage au Sénat qui s'est achevé lundi, le projet de loi sur le changement de statut de La Poste devrait arriver fin novembre à l'Assemblée nationale. La résistance s'amplifie désormais, avec des appels clairs à la mobilisation.

Au Sénat, la guérilla des parlementaires a fait long feu. Une vingtaine de voix manquaient pour que la gauche dépose une motion référendaire, mais aucune n'a fait défaut à la droite pour la refuser malgré diverses pressions sur les élus et... leur possible réélection.

Les Sénateurs, comme le gouvernement lui-même, ont cependant pris la mesure du changement qui a commencé à s'exprimer avec la votation citoyenne. Le ministre Estrosi s'est même fendu d'un néologisme : « imprivatisable ». Mais quelle que soit la formule juridique, elle laisse entièrement la possibilité à l'État d'ouvrir son capital et de privatiser à plus ou moins brève échéance, à partir du moment où le statut de l'entreprise devient celui d'une société anonyme.

Petite concession : le régime de retraite de 100000 postiers ayant encore le statut de fonctionnaire devrait être garanti. Mais ce ne sera pas le cas pour les nouveaux embauchés après le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

L'énorme mobilisation qui avait vu le jour lors de la votation citoyenne a eu incontestablement beaucoup de mal à rebondir depuis. L'envoi de cartes postales au président de la République lui demandant le retrait du projet de loi et la tenue d'un référendum ont certes permis de poursuivre les discussions avec un large public. Mais il est aussi évident qu'à un moment ou un autre, il est indispensable d'augmenter d'un cran la mobilisation, avec l'ensemble de la population et avec les travailleurs de La Poste.

Il y a quelques semaines encore, la perspective d'une grève reconductible pouvait encore prêter à sourires chez beaucoup de militants. Elle est aujourd'hui en train de prendre forme. C'est le résultat conjugué à la fois d'une initiative, celles de l'intersyndicale parisienne SUD, FO, CFTC qui a pris position dès la fin octobre, et d'un climat particulier de mobilisation dans le secteur colis. Cela s'est

traduit le 5 novembre par une déclaration de l'intersyndicale SUD, FO, CFTC, CGT et CFDT appelant « nationalement les postiers à la grève le 24 novembre et à débattre dès maintenant des poursuites du lendemain, de l'action, de ses formes pour gagner ». En même temps, le comité national contre la privatisation de la poste a confirmé sa décision d'organiser une manifestation décentralisée dans toutes les régions ou départements, le samedi 28 novembre. Cette échéance est d'une importance cruciale : elle interviendra au moment où les postiers seront eux-mêmes dans la grève si le mouvement démarré le 24 novembre commence à prendre réellement. Ce sera également une étape décisive pour aller vers une montée nationale à Paris en décembre, à quelques jours du vote de la loi à l'Assemblée nationale, afin d'exiger tous ensemble le retrait de la loi et le refus de la privatisation.

Nous devons par conséquent mettre toute nos forces pour que la journée du 28 soit une réussite et un tremplin pour aller plus loin dans la mobilisation.

**Jean-François Cabral**

*\* Paru dans Hebdo TEAN n° 30 (12/11/09).*

---